

## Un *New Deal* européen pour le développement durable et la création d'emploi

## Le budget de l'Union européenne a été réduit à moins de 1 % du PIB européen

**L'Union européenne a besoin de ressources propres  
comme réclamé par la campagne transnationale  
*NEW DEAL 4 EUROPE (ND4E) !***

Sur la base des résultats obtenus avec la présentation du Plan Juncker par la Commission européenne en réponse à la Campagne *ND4E* sous la forme d'une Initiative citoyenne européenne (ICE) soutenue par de nombreuses personnalités, syndicats et organisations européistes ou fédéralistes et forts des soutiens engrangés par la Campagne *ND4E* au sein du Parlement européen.

- Nous, **citoyennes et citoyens européens**, demandons au **Parlement européen**, seule institution européenne directement élue, **de rédiger une proposition parlementaire** pour réviser le cadre financier pluriannuel de l'UE, prévu pour 2016, demandant que la dotation initiale du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEISF – Plan Juncker) soit complétée par des dotations supplémentaires provenant de **ressources propres de l'UE**.

En effet, la **dotation initiale de 21 milliards d'euros du FEISF** proposée par la Commission n'est qu'une réponse partielle aux attentes exprimées durant la Campagne européenne *ND4E* en 2014-2015.

En conséquence et afin de doter le FEISF des moyens financiers nécessaires à un véritable *New Deal* européen pour le développement durable et pour la création d'emplois,

- **Nous, citoyennes et citoyens européens, demandons au Parlement européen** de prendre en compte l'opportunité extraordinaire représentée par la **Taxe sur les transactions financières (TTF)** promue par onze Etats membres de la zone euro, tout comme l'opportunité offerte par une **taxe carbone** qui peuvent être mises en place à travers des coopérations renforcées ;
- **Nous, citoyennes et citoyens européens, suggérons qu'une telle proposition du Parlement européen soit soumise à l'approbation d'une assemblée composée de membres du Parlement européen et des parlements nationaux des pays intéressés** afin de garantir que les ressources du FEISF seront utilisées pour des investissements publics européens au bénéfice de tous les Européens.

[illegible]